



Adoption: 2374 Sanctions Regime (Mali)

New York, le 30 août 2023

Déclaration après le vote de la Suisse

Non-adoption de la résolution

Monsieur le Président,

Nous remercions les porte-plumes pour la facilitation et leurs grands efforts afin de parvenir à un consensus. Nous reconnaissons également l'engagement des membres de ce Conseil. La Suisse a voté en faveur du projet de résolution car nous considérons – comme la grande majorité des membres - qu'il représente un compromis acceptable.

La Suisse regrette que l'utilisation du veto par un seul membre du Conseil de sécurité mette en cause le renouvellement des mesures de sanctions, qui visent à accompagner le Mali dans la mise en œuvre de l'accord de paix et de réconciliation. Ceci d'autant plus dans un contexte d'insécurité croissante, qui engendre des déplacements de populations, et du départ de la MINUSMA dans des conditions tendues.

L'adoption de la résolution aujourd'hui avait comme objectif de maintenir des mesures de sanctions visant à inciter à la mise en œuvre de l'accord de paix et de réconciliation. Le maintien et la mise en œuvre de cet accord par toutes les parties sont essentiels pour parvenir à la stabilité et à la sécurité à long terme au Mali et dans la région. C'est aussi la conviction de la Suisse, qui est présente au Mali depuis plus de 40 ans. Nous continuerons donc à travailler avec les autorités maliennes et avec tous les acteurs et actrices pour y parvenir. Les progrès que le Mali a réalisés avec la communauté internationale ne doivent pas être mis en péril.

Dans l'intérêt de la protection de la population civile et la paix et la sécurité au Mali, la Suisse poursuivra son engagement de manière constructive pour trouver un texte de compromis. Elle appelle tous les autres membres à en faire de même.

En particulier, nous soulignons que lorsque ce Conseil adapte des mesures de sanctions, ses décisions devraient tenir compte notamment des informations fournies par le Groupe d'experts, qui évalue la mise en œuvre des mesures de sanctions, y compris la situation humanitaire, politique et sécuritaire.

En vue du retrait de la MINUSMA, nous appelons les autorités maliennes et tous les acteurs et actrices concernés à mobiliser leur capital politique pour permettre une transition pacifique et œuvrer envers une stabilité dans la région.

Je vous remercie.

Mr President,

We thank the penholders for their facilitation and important efforts in achieving a consensus. We also acknowledge the commitment of the members of this Council. Switzerland voted in favor of the draft resolution because we consider - like the vast majority of other members - that it represents an acceptable compromise.

Switzerland regrets that the use of the veto by a single member of the Security Council calls into question the renewal of the sanctions measures, which aim to support Mali in implementing the peace and reconciliation agreement. This is all the more regrettable against a backdrop of growing insecurity, leading to population displacements, and the departure of MINUSMA under tense conditions.

The purpose of adopting today's resolution was to maintain sanctions measures aimed in particular at encouraging the implementation of the peace and reconciliation agreement. The maintenance and implementation of this agreement by all parties is essential to achieving long-term stability and security in Mali and the region. This is also the conviction of Switzerland, which has been present in Mali for over 40 years. We will thus continue to work with the Malian authorities and all stakeholders to achieve this. The progress that Mali has made with the international community must not be jeopardized.

In the interests of the protection of the civilian population and peace and security in Mali, Switzerland will continue its constructive engagement to find a compromise text. It calls on all other members to do likewise.

In particular, we stress that when this Council adapts sanctions measures, its decisions should take into account in particular the information provided by the Group of Experts, which assesses the implementation of sanctions measures, including the humanitarian, political and security situation.

With a view to the withdrawal of MINUSMA, we call on the Malian authorities and all stakeholders to mobilize their political capital to enable a peaceful transition and work towards stability in the region.

I thank you.